

REPUBLIQUE DU BURUNDI

PARTI UPRONA

Tél. 22.5089

B.P. 1810 BUJUMBURA

**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 10 / 2006
SUR LES DECLARATIONS FAITES PAR LES LEADERS
DU PALIPEHUTU-FNL LE 11/06/2006 DANS LES MEDIAS,
EN RAPPORT AVEC LES NEGOCIATIONS
DE DAR-ES-SALAAM EN COURS.**

1. Lors de la dernière conférence de presse du 08/06/2006, le Parti UPRONA a exprimé les inquiétudes et les appréhensions sur les négociations en cours entre le Gouvernement et le Palipehutu-Fnl, notamment la volonté de ce dernier d'abattre les compromis vitaux acquis à Arusha et particulièrement les compromis sur la question des forces de défense et de sécurité.
2. Cette appréhension se confirme aujourd'hui par les déclarations faites hier par le Président du Palipehutu-Fnl et son porte-parole dans les médias.

Du point de vue de ces leaders du Palipehutu-Fnl, Arusha est déjà dépassé, il faut le renvoyer et avec lui les équilibres convenus au niveau des corps de défense et de sécurité.

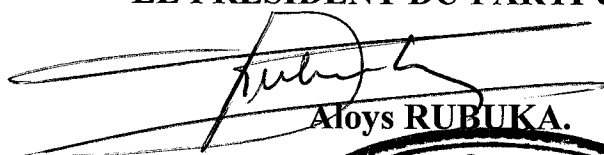
3. De même, le Président du Palipehutu-Fnl estime qu'on ne peut pas traîner en justice toutes les familles burundaises pour les crimes commis par le passé et qu'il faut le pardon ; en d'autres termes, le Palipehutu-Fnl souhaite l'amnistie générale sans passer par la justice.
4. Le Parti UPRONA a toujours soutenu qu'il ne peut exister de réconciliation véritable sans la justice. L'impunité est la source de tous les maux que le BURUNDI a connus, il faut y mettre fin, établir les responsabilités et indemniser les victimes. Le pardon viendra après dans le cadre de la Commission Vérité et Réconciliation.



5. Pour rassurer les partenaires politiques et toute la population, le Gouvernement devrait récuser d'emblée cette vision qui ne nous conduit pas à la paix mais qui veut plutôt perpétuer la guerre.
6. En tout état de cause, le Parti UPRONA informe l'opinion nationale et internationale qu'il récuse cette vision tribaliste et génocidaire et demande à tous les Burundais épris de paix à lui emboîter le pas.
7. Le Parti UPRONA n'acceptera jamais que les compromis vitaux, acquis si laborieusement à Arusha, soient balayés d'un revers de la main au profit d'une vision qui ne profite qu'à une seule communauté politico-ethnique.
8. Il en appelle encore une fois à la responsabilité du Gouvernement, du Médiateur, de la Sous-Région, de la Communauté Internationale, en particulier l'ONU et l'Union Africaine qui ont parrainé ces compromis et qui en sont les garants, d'user de toutes leurs prérogatives pour préserver ces acquis.

Fait à Bujumbura, le 12 /06 /2006

LE PRESIDENT DU PARTI UPRONA,


Aloys RUBUKA.

